

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 février 1995, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 31 mars 1971 relatif à la composition et au fonctionnement des comités d'avancement et modifiant l'arrêté ministériel du 23 septembre 1977 relatif aux avis sur la candidature à l'avancement et au signalement des officiers des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical", et, le 16 juin 1995, d'une lettre par laquelle le Ministre demande communication de l'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, a donné le 21 juin 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 16 februari 1995 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 31 maart 1971 betreffende de samenstelling en de werking van de bevorderingscomités en tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 september 1977 betreffende de adviezen over de kandidatuur voor de bevordering en het signalement van de officieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst" en, volgens een brief van de Minister d.d. 16 juni 1995 om mededeling van het advies verzocht binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft op 21 juni 1995 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est, par la lettre entrée au Conseil d'Etat le 19 juin 1995, dans les termes suivants :

"Deze hoogdringendheid wordt ingeroepen omwille van de reeds gestarte vormingsperiode en omwille van het feit dat in de inwerkingtreding van het nieuwe evaluatiesysteem is voorzien vanaf 1 juli 1995 voor bepaalde personeelscategorieën. Bovendien is de nieuwe beoordelingsprocedure onontbeerlijk voor de totstandkoming van andere belangrijke dossiers, zoals de bevordering tot de graad van adjudant-majoor op basis van bevorderingscomités, de versnelde bevordering voor sommige graden van onderofficier en vrijwilliger en een aanpassing van de bepalingen betreffende de sociale promotie en de overgangen".

*

*

*

OBJET DU PROJET.

L'arrêté ministériel en projet vise essentiellement à adapter les deux arrêtés ministériels cités dans l'intitulé au nouveau régime d'appréciation des militaires du cadre actif instauré par la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire et par l'arrêté royal

.../...

"relatif à la procédure d'appréciation des militaires du cadre actif et du cadre de réserve" ayant donné lieu à l'avis L. 24.137/9 donné ce jour. Il abroge, notamment dans l'arrêté ministériel du 23 septembre 1977, les dispositions qui organisent le signalement.

D'autres modifications ne sont que des adaptations de la terminologie à la nouvelle structure des forces armées.

EXAMEN DU PROJET.

Observation générale.

Il est fait référence à l'observation générale formulée dans l'avis L. 24.137/9 précité.

Préambule.

Alinéa 2.

La référence à l'arrêté royal du 7 avril 1959 mentionnera en outre l'article 3 dudit arrêté, qui constitue également un fondement du texte en projet.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Vu l'arrêté ... notamment les articles 3, modifié par l'arrêté royal du ... et 7, remplacé par l'arrêté royal du 25 juin 1991".

Alinéa 3.

Le visa relatif à l'arrêté royal du 25 septembre 1979 devrait être complété par une référence à l'article 14 du même arrêté.

Alinéa 5.

Dans le visa relatif à l'arrêté ministériel du 31 mars 1971, il y a lieu d'omettre les références aux arrêtés ministériels des 29 novembre 1977 et 12 septembre 1978, qui n'ont pas apporté de modification formelle au texte concerné.

Dispositif.

Article 2.

Au 2º, il y a lieu d'écrire : "Le 5º est supprimé".

L'observation vaut également pour l'article 3, 1º, pour l'article 4, 1º, pour l'article 7, 2º, pour l'article 8, 1º, pour l'article 9, 2º, et pour l'article 10, 1º.

.../...

Article 3.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Art. 3. A l'article 4bis du même arrêté, inséré par l'arrêté ministériel du 19 juillet 1974 et remplacé par l'arrêté ministériel du 27 octobre 1976, sont apportées les modifications suivantes :".

Article 5.

Il est proposé d'écrire :

"Art. 5. Dans l'intitulé de la section III (1) du Chapitre Premier, du même arrêté, les mots ...".

Une observation semblable vaut pour l'article 19.

Article 8.

Il est plus exact d'écrire : "inséré par l'arrêté ministériel du 27 octobre 1976".

(1) Le texte de base fait usage de chiffres romains pour les sections.

Article 11.

En disposant que l'arrêté ministériel du 31 mars 1971 relatif à la composition et au fonctionnement des comités d'avancement cessait d'être applicable au personnel de la gendarmerie, l'article 29 de l'arrêté ministériel du 30 novembre 1977 n'a pas apporté de modification formelle audit arrêté de 1971.

Il est dès lors suggéré d'écrire :

"...

- 1° dans le paragraphe 3, alinéa 1er, les mots "désignés, selon le cas, par le chef du service général de l'encadrement ou par le directeur supérieur du personnel de la gendarmerie" sont remplacés par les mots "désignés par le chef de la division personnel";
- 2° dans le paragraphe 5, alinéa 2, inséré par l'arrêté ministériel du 14 février 1973, les mots "directement, selon le cas, au Service général de l'encadrement ou à la Direction supérieure du personnel de la gendarmerie" sont remplacés par les mots "directement au chef de la division personnel".

L'article 15 appelle une observation analogue.

.../...

Article 14.

1. La modification apportée par l'arrêté ministériel du 19 juillet 1974 ayant été rendue sans objet par l'arrêté ministériel du 25 juin 1991 qui a remplacé l'article 22, la rédaction suivante est proposée pour la phrase liminaire :

"Art. 22. A l'article 22 du même arrêté, remplacé par l'arrêté ministériel du 25 juin 1991, sont apportées les modifications suivantes :".

2. A l'alinéa 2 de la même disposition en projet, il est prévu que l'avis motivé de l'officier chargé de la présentation des candidatures au comité d'avancement, n'est pas porté à la connaissance des candidats.

Une telle disposition méconnaît, en raison de son caractère absolu, l'article 32 de la Constitution et les dispositions de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration.

3. Au 2^o du même article en projet, c'est l'alinéa 4 qui est modifié, non l'alinéa 5.

Article 20.

La rédaction suivante est proposée pour la phrase liminaire :

.../...

"Art. 20. A l'article 2 du même arrêté, remplacé par l'arrêté ministériel du 27 décembre 1982 et modifié par les arrêtés ministériels des 13 janvier 1984 et 30 juillet 1991, sont apportées les modifications suivantes :".

Article 21.

Dans la phrase liminaire, il est préférable d'écrire "remplacé par l'arrêté ...".

Article 23.

Cet article doit être rédigé comme suit :

"Art. 23. La chapitre II du même arrêté, comprenant les articles 6 à 10, modifié par les arrêtés ministériels des 22 mai 1979 et 27 décembre 1982, est abrogé".

Article 25.

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'indiquer que l'article 11 a été modifié par l'arrêté ministériel du 22 mai 1979.

.../...

Article 28.

Au 3^o, dans le texte français, il y a lieu d'écrire "l'article 9, § 1er, du présent arrêté".

Article 29.

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner que l'article 15 a été modifié par l'arrêté ministériel du 27 décembre 1982.

Article 32.

La phrase liminaire s'écrira comme suit :

"Art. ...L'article 18 du même arrêté, remplacé par l'arrêté ministériel du 22 mai 1979, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 34.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

In het onderhavige geval luidt de motivering volgens de op 19 juni 1995 bij de Raad van State ingekomen brief aldus :

"Deze hoogdringendheid wordt ingeroepen omwille van de reeds gestarte vormingsperiode en omwille van het feit dat in de inwerkingtreding van het nieuwe evaluatiesysteem is voorzien vanaf 1 juli 1995 voor bepaalde personeelscategorieën. Bovendien is de nieuwe beoordelingsprocedure onontbeerlijk voor de totstandkoming van andere belangrijke dossiers, zoals de bevordering tot de graad van adjudant-majoor op basis van bevorderingscomités, de versnelde bevordering voor sommige graden van onderofficier en vrijwilliger en een aanpassing van de bepalingen betreffende de sociale promotie en de overgangen".

STREKKING VAN HET ONTWERP.

Het ontworpen ministerieel besluit beoogt hoofdzakelijk de twee ministeriële besluiten, genoemd in het opschrift, aan te passen aan de nieuwe regeling inzake de beoordeling van de militairen van het actief kader, die is ingevoerd bij de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel en bij het koninklijk besluit "betreffende de beoordelingsprocedure voor de militairen van het actief kader en van het reservekader",

.../...

omtrent hetwelk heden advies L. 24.137/9 is verstrekt. Dit besluit heft inzonderheid in het ministerieel besluit van 23 september 1977 de bepalingen met betrekking tot de beoordeling op.

Andere wijzigingen zijn slechts terminologische aanpassingen aan de nieuwe structuur van de krijgsmacht.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Algemene opmerking.

Verwezen wordt naar de algemene opmerking die wordt gemaakt in het voornoemde advies L. 24.137/9.

Aanhef.

Tweede lid.

In de verwijzing naar het koninklijk besluit van 7 april 1959 moet tevens artikel 3 van dat besluit worden vermeld, dat eveneens de grondslag van de ontworpen tekst vormt.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van ..., inzonderheid op de artikelen 3, gewijzigd bij het koninklijk

.../...

besluit van ..., en 7, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 juni 1991;".

Derde lid.

In de verwijzing naar het koninklijk besluit van 25 september 1979 moet eveneens artikel 14 van datzelfde besluit worden vermeld.

Vijfde lid.

In de verwijzing naar het ministerieel besluit van 31 maart 1971 moet de vermelding van de ministeriële besluiten van 29 november 1977 en 12 september 1978 vervallen, daar deze besluiten geen uitdrukkelijke wijziging hebben aangebracht in de betrokken tekst.

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

In onderdeel 2° schrijve men : "onderdeel 5° wordt geschrapt".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3, 1°, voor artikel 4, 1°, voor artikel 7, 2°, voor artikel 8, 1°, voor artikel 9, 2°, en voor artikel 10, 1°.

.../...

Artikel 3.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 3. In artikel 4bis van hetzelfde besluit, ingevoegd door het ministerieel besluit van 19 juli 1974 en vervangen bij het ministerieel besluit van 27 oktober 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

Artikel 5.

Voorgesteld wordt te schrijven :

"Art. 5. In het opschrift van hoofdstuk I, afdeling III (1), van hetzelfde besluit worden de woorden ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 19.

Artikel 8.

Het zou juister zijn te schrijven : "..., ingevoegd door het ministerieel besluit van 27 oktober 1976, ...".

(1) In de basistekst worden de afdelingen door middel van Romeinse cijfers genummerd.

Artikel 11.

Door te bepalen dat het ministerieel besluit van 31 maart 1971 betreffende de samenstelling en de werking van de bevorderingscomités niet meer toepasselijk is op het personeel van de rijkswacht, heeft artikel 29 van het ministerieel besluit van 30 november 1977 geen uitdrukkelijke wijziging aangebracht in het genoemde besluit van 1971.

Derhalve wordt voorgesteld te schrijven :

"...

- 1° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "die naargelang van het geval door de chef van de algemene dienst encadrering of door de hoge directeur van het personeel van de rijkswacht worden aangeduid" vervangen door de woorden "aangewezen door de chef van de divisie personeel";
- 2° in paragraaf 5, tweede lid, ingevoegd door het ministerieel besluit van 14 februari 1973, worden de woorden "rechtstreeks, naar gelang van het geval, aan de algemene dienst encadrering of aan de hoge directie van het personeel van de rijkswacht" vervangen worden door de woorden "rechtstreeks aan de chef van de divisie personeel".

Omtrent artikel 15 behoort een soortgelijke opmerking te worden gemaakt.

.../...

Artikel 14.

1. De wijziging aangebracht bij het ministerieel besluit van 19 juli 1974 is doelloos geworden door het ministerieel besluit van 25 juni 1991, dat artikel 22 ervan heeft vervangen; bijgevolg wordt voor de inleidende zin de volgende lezing voorgesteld :

"Art. 22. In artikel 22 van hetzelfde besluit, vervangen bij het ministerieel besluit van 25 juni 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

2. In het tweede lid van dezelfde ontworpen bepaling wordt voorgeschreven dat het gemotiveerde advies van de officier belast met de voordracht van de kandidaturen voor het bevorderingscomité, niet ter kennis van de kandidaten wordt gebracht.

Door haar absolute strekking is die bepaling in strijd met artikel 32 van de Grondwet en met de bepalingen van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur.

3. In onderdeel 2° van hetzelfde ontworpen artikel wordt niet het vijfde, doch het vierde lid gewijzigd.

.../...

Artikel 20.

Voor de inleidende zin wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Art. 20. In artikel 2 van hetzelfde besluit, vervangen bij het ministerieel besluit van 27 december 1982 en gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 13 januari 1984 en 30 juli 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

Artikel 21.

In de inleidende zin is het verkieslijk te schrijven "vervangen bij het ministerieel besluit ...".

Artikel 23.

Dit artikel moet als volgt worden gesteld :

"Art. 23. Hoofdstuk II van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 6 tot 10, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 22 mei 1979 en 27 december 1982, wordt opgeheven".

Artikel 25.

In de inleidende zin moet worden vermeld dat artikel 11 gewijzigd is bij het ministerieel besluit van 22 mei 1979.

.../...

Artikel 28.

In de Franse tekst van onderdeel 3° schrijve men "article 9, § 1er, du présent arrêté".

Artikel 29.

In de inleidende zin moet worden vermeld dat artikel 15 gewijzigd is bij het ministerieel besluit van 27 december 1982.

Artikel 32.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. Artikel 18 van hetzelfde besluit, vervangen bij het ministerieel besluit van 22 mei 1979, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Artikel 34.

Aan het eind van dit artikel schrijve men :

"... beslist na de voornoemde datum een nieuwe procedure in gang te zetten".

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. DEROUAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. QUINTIN, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. DEROUAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. QUINTIN, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.